



Les personnels des écoles de la Castellane à Marseille appellent à l'aide : Nous devons être à leurs côtés pour qu'ils soient entendus !

A la suite des événements qui se sont déroulés le lundi 9 février 2015, les personnels d'éducation des écoles desservant la cité de la Castellane à Marseille ont décidé d'exercer leur droit de retrait. A l'issue de l'assemblée générale extraordinaire qu'ils ont tenu mardi 10 février après-midi les 47 enseignants, l'infirmière et la psychologue des deux groupes scolaires (maternelle et élémentaire) ont décidé de la création d'un collectif.

Le communiqué qu'ils ont adressé à l'ensemble des acteurs concernés (Cf ci-joint) témoigne amplement de la détresse dans laquelle ils se trouvent plongés, eux, les enfants qu'ils accueillent et leurs parents.

La CGT Educ'Action 13 salue l'initiative qu'ils ont pris en se constituant en collectif afin de poser à la hauteur qu'ils le méritent, dans un cadre large pouvant inclure les parents d'élèves, l'ensemble des problèmes auxquels ils sont confrontés depuis si longtemps.

Il est temps que les représentants académiques et départementaux du ministère de l'éducation, les pouvoirs publics locaux et l'état prennent la mesure réelle de la situation et mettent en œuvre tous les moyens permettant de rétablir des conditions d'étude sereines pour les enfants et des conditions de travail dignes pour les personnels.

En premier lieu il est temps que leur demande de protection soit entendue et qu'il y soit répondu par des mesures appropriées et durables.

Au-delà, la situation qu'ils décrivent illustre dramatiquement la très profonde dégradation de la situation économique et sociale du quartier dans lequel leurs écoles sont implantées et la détresse des familles et des enfants qui y vivent.

Sur ce terrain la réponse se doit d'être globale et elle met obligatoirement en cause l'état et les collectivités locales. Ce n'est pas en maniant des comparaisons démagogiques – Marseille n'est pas la Syrie – que les réponses sérieuses et durables aux problèmes posés seront trouvées. Il convient par contre que les moyens concrets et les mesures appropriées soient engagés au plus vite par l'ensemble des acteurs concernés pour une restauration du cadre de vie des habitants de ce quartier et du cadre de travail des personnels qui y exercent. De telles mesures ne peuvent être prises qu'en convergence avec les besoins et les attentes de l'immense majorité de la population qui subit quotidiennement la violence, et qui ne demande qu'à être entendue.

La CGT Educ'Action soutient l'initiative du collectif de réunir vendredi 13 février les personnels des établissements concernés et les représentants des parents au CLG Henri Barnier. Elle sera attentive aux initiatives qu'ils prendront ensemble dans ce cadre et mettra tous ses moyens militants à leur service pour contribuer à faire entendre leurs revendications.